

Sud-Est asiatique, et j'espère que les deux collectivités du Vietnam pourront y jouer tout leur rôle et en tirer plein profit. J'irais même jusqu'à dire que tout ce domaine du développement régional pourrait servir de cadre à l'établissement d'une base d'acceptation mutuelle et de collaboration pour ces deux collectivités.

Maintenant, de nombreux pays ont, au cours du mois dernier, tenté d'explorer les chances de paix qu'il pourrait y avoir au Vietnam. Le Canada a fait tout le possible seul ou de concert avec d'autres pays, pour amener des négociations. Cependant, la Chambre sait quels efforts les États-Unis ont déployés pour confirmer leur désir de négocier un règlement honorable du conflit actuel. Nous sommes fermement convaincus que, par l'intermédiaire de leur secrétaire d'État, de leur vice-président, de leur délégué aux Nations Unies et d'autres représentants, les États-Unis ont sincèrement tenté au cours du dernier mois d'engager, sans conditions préalables, le dialogue. Il est regrettable que ces efforts soient demeurés vains. En toute justice, et quoi qu'on pense de la conduite de notre voisin, personne ne peut sincèrement prétendre que les États-Unis n'ont pas tenté d'entamer des négociations. Comme je l'ai déclaré aux Nations Unies, ceux qui critiquent ce pays devraient faire des efforts aussi énergiques pour persuader le Vietnam du Nord et les autres intéressés que le moment est venu d'entamer des négociations afin de rétablir la paix.

Je ne saurais prédire combien de temps encore durera la présente trêve visant les bombardements au Vietnam du Nord. J'assure la Chambre que nous avons exprimé notre opinion à ce sujet d'une façon qui, dans les circonstances, était la plus efficace possible. Depuis le début de cette trêve, les États-Unis ont intensifié leurs efforts en vue de rétablir la paix.

Il est donc possible que l'activité militaire au Vietnam reprenne de plus belle dans l'immédiat. J'ose espérer qu'il n'est pas trop tard pour empêcher cela, à condition d'obtenir d'Hanoï, par suite des efforts tentés ces dernières semaines, une indication que le Nord est disposé à négocier.

Il est maintenant évident que les parties voient dans l'Accord de Genève un point de départ satisfaisant pour en arriver à un accord éventuel. Non pas que je veuille laisser entendre à la Chambre qu'il y a entente officielle en ce sens entre les parties. Le Gouvernement du Vietnam du Nord soutient que ses quatre points contiennent l'essentiel des dispositions militaires et politiques acceptées à Genève et que les États-Unis doivent accepter publiquement avant qu'on puisse envisager un règlement politique du problème nord-vietnamien. Je cherche à donner une idée du strict minimum sur lequel on semble s'accorder, lequel devra forcément servir de point de départ aux négociations.

Il semble aussi qu'on soit d'accord pour que les forces militaires étrangères se retirent et que leurs bases militaires au Vietnam soient démantelées. Pour le Gouvernement du Vietnam du Nord, c'est une condition préalable. Pour leur part, les États-Unis ont indiqué clairement ne vouloir maintenir ni leur présence militaire au Vietnam du Sud, ni des bases dans le Sud-Est asiatique mais cela, ont-ils ajouté, à la condition que la paix règne dans la région.